

Questions orales

sur les framboises canadiennes. Nos exportateurs de framboises avaient contesté l'imposition de ces droits en vertu du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Monsieur le Président, cette cause démontre que le mécanisme de règlement des différends fonctionne bien. Il assure l'application équitable des lois commerciales des deux côtés de la frontière.

D'autres différends à l'étude feront certainement l'objet d'un examen juste et équitable en vertu de ce mécanisme binational.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances.

Les petites entreprises ont déploré avec raison que la taxe sur les produits et services créerait un cauchemar administratif.

M. Bruce Flexman, principal spécialiste de la TPS de la maison comptable Peat, Marwick et Thorne, a récemment déclaré devant un comité sénatorial que le gouvernement avait envisagé de permettre aux petites entreprises de payer un impôt annuel sur le revenu en remplacement de la TPS de 7 p. 100.

Le gouvernement prévoit-il adopter cet impôt? Si oui, comment respectera-t-il la promesse faite aux consommateurs que la taxe serait visible et qu'elle ne toucherait pas les produits alimentaires de base?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, l'objectif du. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Jelinek: Voulez-vous une réponse, oui ou non?

L'objectif du gouvernement est de tenter de rendre le système le plus simple possible, ce que les libéraux, évidemment, ne comprennent pas. Nous avons donc cherché activement à trouver les solutions les plus simples.

Qu'il s'agisse de la mesure annoncée hier pour les centres de remise aux touristes dans les boutiques hors taxe ou qu'il s'agisse des méthodes comptables abrégées déjà prévues dans le document technique, nous sommes

constamment en consultation avec le monde des affaires, surtout les petites entreprises, car nous voulons travailler de concert avec elles pour mettre en place un système reposant sur les méthodes comptables abrégées déjà en place et rendre ce système encore plus simple et plus équitable, non seulement pour les petites entreprises, mais pour tous les Canadiens.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre du Revenu national n'a pas déclaré catégoriquement que le gouvernement n'envisageait pas de renoncer à la TPS au profit d'une taxe calculée sur le revenu. L'adoption d'une telle taxe constituerait un changement important par rapport à la TPS telle qu'elle a été présentée à la Chambre.

Le ministre pourrait-il assurer à la Chambre que tout changement apporté à la TPS ou à la façon dont elle sera perçue sera présenté à la Chambre et aux Canadiens pour qu'il soit étudié librement et de manière approfondie, et qu'il ne sera pas imposé secrètement par décret ou par un règlement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, de temps à autre, nous avons saisi la Chambre des modifications que nous nous proposons d'apporter à la TPS. Chaque fois que nous avons eu des discussions à ce sujet, le Parti libéral est resté étrangement silencieux et n'a fourni aucune solution de rechange, aucune idée, aucune proposition sur la manière de traiter les diverses questions concernant la TPS.

Comme l'a dit mon collègue, nous cherchons constamment des moyens de simplifier le système afin qu'il réponde mieux aux besoins des Canadiens, qu'il s'agisse des petites entreprises ou des consommateurs, et nous continuerons à le faire.

Cependant, je demanderai aux membres du Parti libéral du Canada de se secouer pour une fois et de prendre part à ce débat, parce qu'il y va de l'intérêt des Canadiens.

[Français]

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, les Canadiens ont déjà dit non à la TPS du gouvernement.

La question que je pose au ministre des Finances est la suivante: Quand le gouvernement va-t-il véritablement tenir compte de l'opinion des petites entreprises et de la grande majorité des Canadiens? Quand le gouvernement va-t-il abandonner son projet de TPS et procéder à une véritable réforme fiscale, une réforme globale, une réforme juste?